

**PROVINCE DE QUÉBEC**  
**MUNICIPALITÉ DE SAINT-CYRILLE-DE-WENDOVER**

**Règlement # 484** Règlement abrogeant le règlement # 466 concernant l'obligation d'installer une soupape de sûreté (clapet de non-retour) à l'égard de tout immeuble desservi par le service d'égout municipal

**PRÉAMBULE**

---

**CONSIDÉRANT QUE** l'article 19 de la *Loi sur les compétences municipales* (RLRQ, c. C 47.1) permet à toute municipalité locale d'adopter des règlements en matière d'environnement;

**CONSIDÉRANT QUE** le conseil juge opportun d'imposer la mise en place de protections contre les dégâts d'eau à l'égard de toute construction située sur son territoire;

**CONSIDÉRANT QU'**il est à propos et dans l'intérêt de la municipalité de réglementer l'installation de soupape de sûreté (clapet de non-retour) sur tous les immeubles desservis par le service d'égout municipal;

**CONSIDÉRANT QUE** suivant l'article 21 de la *Loi sur les compétences municipales*, la municipalité n'est pas responsable des dommages causés à un immeuble ou à son contenu si le propriétaire néglige ou omet d'installer un appareil destiné à réduire les risques de dysfonctionnement d'un système d'alimentation en eau ou d'égout, conformément à un règlement adopté en vertu de l'article 19 de ladite loi;

**CONSIDÉRANT QUE** le conseil a adopté le règlement numéro 466 en date du 4 mars 2019, et ce dernier est entrée en vigueur le 6 mars 2019 conformément à la loi;

**CONSIDÉRANT QU'**étant assurée avec la police d'assurance *La Municipale*<sup>MD</sup>, la municipalité bénéficie d'une couverture complète à la pleine valeur de ses biens, et ce, à des coûts avantageux;

**CONSIDÉRANT QUE** les services d'aqueduc et d'égouts ne sont pas à l'abri de dysfonctionnements, or, en cas de sinistre, il est possible que la municipalité soit tenue responsable des dommages occasionnés aux bâtiments raccordés au réseau municipal;

**CONSIDÉRANT QUE** la municipalité a souscrit à la garantie de refoulement des égouts qui couvre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant incomber à la municipalité à la suite de dommages ayant atteint le tiers et résultant du refoulement des égouts;

**CONSIDÉRANT QUE** c'est dans cette optique que le Fonds d'assurance des municipalités du Québec recommande à ses membres d'adopter un règlement spécifiant certaines normes quant à l'installation des clapets contribuant ainsi à la diminution des risques afférents aux dysfonctionnements des services d'aqueduc et d'égout;

**CONSIDÉRANT QUE** le Fonds d'assurance des municipalités du Québec a procédé à l'analyse de votre réglementation et recommande de procéder à certaines modifications afin de répondre aux exigences minimales requises par le Fonds quant à l'installation des dispositifs anti refoulement;

**CONSIDÉRANT QUE** le but de cette démarche est d'obtenir une plus grande protection pour ce type de réclamation, et en conséquence, le Fonds d'assurance des municipalités du Québec a accepté un accompagnement réglementaire relatif à

l'obligation d'installer des protections contre les dégâts d'eau que nous soumettons à votre attention;

**CONSIDÉRANT QUE** le présent règlement vise à éviter le refoulement des eaux d'égout dans les immeubles;

**CONSIDÉRANT QUE** l'avis de motion donné et qu'une copie du présent règlement a été remise aux membres du conseil à la séance du 06 mars 2023 et que tous les membres présents déclarent avoir lu le projet de règlement et qu'ils renoncent à sa lecture;

**CONSIDÉRANT QUE** la directrice générale mentionne que le présent règlement a pour objet de prévoir l'obligation, pour les propriétaires de constructions desservies par un réseau d'égout sanitaire, pluvial ou unitaire (le cas échéant) situé sur le territoire de la municipalité, d'installer des protections contre les dégâts d'eau, notamment des clapets antiretour, pour éviter tout refoulement, selon les conditions prévues au présent règlement;

**CONSIDÉRANT QUE** le projet de règlement # 466 lequel a pour objet d'abroger l'énoncé des articles 52, 52.1, 52.2 et 52.3 du règlement # 130, de préciser les règles applicables à l'installation d'une soupape de sûreté (clapet de non-retour) sur tout immeuble desservi par le service d'égout municipal et de préciser les obligations supplémentaires faites aux résidences de la rue Saint-Joseph et d'une partie de la rue Martel concernant l'évacuation des eaux provenant des drains de fondation a été présenté aux membres du conseil lors de cette séance;

**CONSIDÉRANT QUE** le présent règlement a également pour objet de retirer l'obligation relative aux clapets antiretour prévue au Règlement de construction # 435 et au Règlement # 466 concernant l'obligation d'installer une soupape de sûreté (clapet de non-retour) à l'égard de tout immeuble desservi par le service d'égout municipal afin d'éviter toute incongruité entre ces règlements;

**CONSIDÉRANT QUE** toute modification d'un règlement de construction doit être faite conformément aux articles 123 et suivants de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*, RLRQ c. A-19.1.;

**EN CONSÉQUENCE**, il est décrété par le Conseil ce qui suit :

## **Chapitre I. DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES ET INTERPRÉTATIVES**

---

### **1. Titre**

Le présent règlement portera le titre de « Règlement # 471 abrogeant le règlement # 466 concernant l'obligation d'installer une soupape de sûreté (clapet de non-retour) à l'égard de tout immeuble desservi par le service d'égout municipal ».

### **2. Préambule**

Le préambule du présent règlement fait partie intégrante de celui-ci.

### **3. Abrogation**

3.1 Les articles 52, 52.1, 52.2 et 52.3 du règlement # 130 concernant les dispositifs anti-refoulement à implanter dans tous les immeubles desservis par les réseaux d'égout sanitaire ou pluvial sont abrogés.

3.2 Le paragraphe 1<sup>o</sup> de l'article 29, intitulé : « *raccordement au réseau d'égout sanitaire* » relative aux clapets antiretour prévue au Règlement de construction # 435.

3.3 Règlement # 466 concernant l'obligation d'installer une soupape de sûreté (clapet de non-retour) à l'égard de tout immeuble desservi par le service d'égout municipal.

#### 4. Objet du règlement

Le présent règlement a pour objet d'imposer la mise en place, le maintien et l'entretien d'appareils destinés à réduire les risques de dysfonctionnement d'un système d'alimentation en eau ou d'égout et d'exonérer la Municipalité en cas de non-respect de ce règlement.

#### 5. Territoire assujetti

Le présent règlement s'applique à l'ensemble du territoire de la Municipalité

#### 6. Interprétation du texte

Le présent règlement doit être interprété selon les principes de la *Loi d'interprétation* (RLRQ, c.I-16).

#### 7. Renvoi

Tous les renvois à une loi ou à un autre règlement s'appliquent aussi à toute modification postérieure de celui-ci.

Conformément au paragraphe 6<sup>o</sup> du 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 6 de la *Loi sur les compétences municipales*, tous les amendements apportés au code après l'entrée en vigueur du présent règlement en font partie intégrante comme s'ils avaient été adoptés par la municipalité. De telles modifications entrent en vigueur conformément à ce que prévoit ladite Loi.

#### 8. Terminologie

À moins que le contexte l'indique autrement, dans le présent règlement, on entend par:

- **Clapet antiretour** : un dispositif étanche de protection contre les refoulements permettant l'écoulement unidirectionnel dans le réseau d'égout;
- **Code** : « *Code national de la plomberie – Canada 2015* » et le « *National Plumbing Code of Canada 2015* », publiés par la Commission canadienne des codes du bâtiment et de prévention des incendies du Conseil national de recherches du Canada, ainsi que toutes modifications ultérieures pouvant être publiées par cet organisme et selon les modifications apportées par une loi ou un règlement du Québec, notamment la *Loi sur le bâtiment* et le Code de construction adopté en vertu de cette loi (c. B-1.1, r. 2);
- **Eau pluviale** : l'eau de pluie ou provenant de la fonte des neiges, l'eau de refroidissement et l'eau provenant de la nappe phréatique;
- **Eaux usées** : eaux de rejet autre que les eaux pluviales;
- **Puisard** : fosse étanche ou trou réalisé dans le sol destiné à collecter les eaux pluviales provenant d'un drain de fondation (drain français) ou de la nappe phréatique pour ensuite les acheminer à l'extérieur d'un bâtiment à l'aide d'une pompe;
- **Réseau d'égout sanitaire** : un système de drainage qui reçoit les eaux usées;
- **Réseau d'égout pluvial** : un système de drainage dans lequel se drainent l'eau pluviale et l'eau souterraine;
- **Réseau d'égout unitaire** : un système de drainage qui reçoit à la fois l'eau usée et de l'eau pluviale.

### 9. Obligation

Quelle que soit l'année de construction, le propriétaire de toute construction desservie par le réseau d'égout sanitaire, pluvial ou unitaire doit installer le nombre de clapets antiretour requis pour éviter tout refoulement. Ces clapets doivent être installés et maintenus conformément au code, aux règles de l'art et aux dispositions du présent règlement, lesquelles ont, en cas d'incompatibilité, préséance sur les dispositions du code.

En plus de toutes autres normes prévues au code, de tels clapets doivent être installés sur les branchements horizontaux recevant les eaux usées ou pluviales de tous les appareils, notamment les renvois de plancher, les fosses de retenue, intercepteurs, drains de fondation, les réservoirs et tous les autres siphons, installés sous le niveau des têtes de regards de rue, de même que toute conduite de déversement via laquelle est susceptible de survenir un refoulement ou un dégât d'eau.

Le propriétaire ou la personne qu'il désigne doit entretenir et vérifier le dispositif antiretour à chaque année, de façon à s'assurer que l'ensemble des installations relatives à sa construction sont conformes au présent règlement.

Il est interdit d'installer un clapet antiretour sur le collecteur principal.

Les clapets à insertion (communément appelés « squeeze-intérieur ») sont interdits.

Le propriétaire ayant un puisard doit obligatoirement être protégé par un clapet antiretour sur la conduite d'évacuation de la pompe de puisard.

En l'absence d'égout municipal, il appartient à chaque propriétaire d'installer un puisard aux endroits requis de manière à éviter tout dégât d'eau.

### 10. Accès

Le propriétaire doit installer les clapets antiretour de façon à ce qu'ils soient faciles d'accès en tout temps, notamment pour leur entretien et nettoyage.

Sans restreindre la généralité de ce qui précède, tout type de clapet antiretour doit être placé à un endroit accessible, à des fins d'utilisation conforme, d'entretien (réparation et/ou remplacement) et de nettoyage. Le propriétaire doit s'assurer en tout temps de maintenir l'accessibilité aux clapets.

Le puisard et la pompe de puisard doivent être accessibles en tout temps. La pompe doit être entretenue à chaque année.

### 11. Coup de bélier et amortisseur

Toute construction desservie par le réseau d'aqueduc de la municipalité doit être protégée par un nombre d'amortisseurs suffisant pour protéger cette construction et son contenu contre un coup de bélier provenant du réseau d'aqueduc de la Municipalité.

### 12. Délai

Les obligations prévues à l'article 9 s'appliquent à un bâtiment déjà érigé au moment de son entrée en vigueur. Le propriétaire bénéficie toutefois, dans ce dernier cas, d'un délai d'un (1) an à compter de l'entrée en vigueur du présent règlement pour se conformer à cette obligation.

## **Chapitre III. AUTRES EXIGENCES**

---

### **13. Évacuation des eaux pluviales provenant d'un bâtiment**

Les eaux pluviales en provenance du toit d'un bâtiment qui sont évacuées au moyen de gouttières ou d'un tuyau de descente pluviale doivent être évacuées sur une surface perméable. Toutefois, le tuyau de descente pluviale doit se prolonger d'au moins 2 m à partir du mur de fondation du bâtiment, sans dépasser la ligne de l'emprise de rue.

S'il est impossible d'évacuer ces eaux sur une surface perméable, elles peuvent être dirigées vers un puits d'infiltration ou tout autre ouvrage de rétention. La base du puits d'infiltration ne doit pas être située à un niveau inférieur à celui de la nappe phréatique et le puits d'infiltration doit être situé à au moins 4 m du mur de fondation et à au moins 2 m de la ligne d'emprise de rue.

En tout temps, il est interdit de connecter ou de brancher une gouttière ou un tuyau de descente pluviale au drain de fondation.

### **14. Propriétés sises sur la rue Saint-Joseph**

En plus de la soupape de sûreté (clapet de non-retour) à implanter sur le drain de plancher du sous-sol, les propriétaires devront installer à leur frais un système de pompage (soft pump) permettant l'évacuation sur le terrain des eaux provenant des drains de fondation lors des périodes crues et ce, tel que prescrit aux plans de construction de la rue (Réf. : Audet SBCS, plan de construction AE84CY01 en date du 31/05/85 – Archive dossier # 4770).

### **15. Propriétés sises entre le 3895 et le 4075 Martel**

En plus de la soupape de sûreté (clapet de non-retour) à implanter sur le drain de plancher du sous-sol, les propriétaires devront installer à leur frais un système de pompage (soft pump) permettant l'évacuation sur le terrain des eaux provenant des drains de fondation lors des périodes crues et ce, tel que prescrit aux plans de construction de la rue (Réf. : Les consultants Audet et ass., plan de construction en date du 21/09/93 – Archive dossier # 4727).

## **Chapitre IV. DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

---

### **16. Visite et inspection**

Dans l'exercice de ses fonctions, tout fonctionnaire ou employé de la municipalité peut visiter et examiner, entre 7 h et 19 h, toute propriété mobilière et immobilière, ainsi que l'intérieur et l'extérieur de toute maison, bâtiment ou édifice quelconque, pour constater si le présent règlement y est exécuté, est respecté, pour vérifier tout renseignement ou pour constater tout fait nécessaire à l'exercice des pouvoirs qui lui sont conférés par le présent règlement.

Le propriétaire ou l'occupant d'un immeuble doit laisser le fonctionnaire ou l'employé de la municipalité pénétrer sur les lieux et répondre à toutes les questions qui leur sont posées relativement à l'exécution du présent règlement.

### **17. Entrave et renseignement faux ou trompeur**

Il est interdit à toute personne d'entraver un fonctionnaire ou un employé de la municipalité dans l'exercice de ses fonctions.

Il est également interdit à toute personne de donner sciemment un renseignement faux ou trompeur dans le cadre de l'application des dispositions du présent règlement.

## **Chapitre V. INFRACTION ET PEINE**

---

### **18. Infraction et peine**

Toute contravention au présent règlement constitue une infraction.

Quiconque contrevient ou permet que l'on contrevienne à une disposition du présent règlement commet une infraction et est passible, pour une première infraction, d'une amende minimale de 500 \$ si le contrevenant est une personne physique ou de 1 000 \$ si le contrevenant est une personne morale et d'une amende maximale de 1 000 \$ si le contrevenant est une personne physique ou de 2 000 \$ si le contrevenant est une personne morale. En cas de récidive, ces montants sont doublés.

### **19. Constats d'infraction**

Le conseil municipal autorise, de façon générale, l'inspecteur municipal ou toute autre personne désignée par résolution du conseil, à délivrer des constats d'infraction pour toute infraction au présent règlement. Ces personnes sont chargées de l'application du présent règlement.

## **Chapitre VI. DISPOSITIONS FINALES**

---

### **20. Préséance en cas d'incompatibilité**

En cas d'incompatibilité entre une disposition du présent règlement et tout autre disposition portant sur le même objet d'un autre règlement municipal, la disposition du présent règlement a préséance sur toute autre disposition.

### **21. Entrée en vigueur et remplacement**

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la Loi. Sous réserve du deuxième alinéa ci-après.

À l'égard d'un bâtiment déjà érigé au moment de l'entrée en vigueur du présent règlement, le paragraphe 1° de l'article 29 du Règlement de construction # 435 et le Règlement # 466 concernant l'obligation d'installer une soupape de sûreté (clapet de non-retour) à l'égard de tout immeuble desservi par le service d'égout municipal, continuent de s'appliquer jusqu'à la première des échéances suivantes:

- a. Le jour où les travaux, à l'égard de ce bâtiment, ont été réalisés pour assurer le respect du présent règlement;
- b. À l'expiration du délai d'un (1) an prévu à l'article 12 « Délai » du présent règlement, le propriétaire d'un bâtiment déjà érigé devant ainsi, à compter de cette dernière date, avoir pris les moyens pour respecter le présent règlement.

Saint-Cyrille-de-Wendover  
Ce 6 mars 2019.

Signé:

Éric Leroux

Lyne Rivard

\_\_\_\_\_  
Maire

\_\_\_\_\_  
Directrice générale et greffière- trésorière

Avis de motion et dépôt : 6 mars 2023

Présentation et adoption du projet de règlement : 6 mars 2023

Séance de consultation publique :

Adoption finale du règlement :

Entrée en vigueur :